

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 31 (1959)

Heft: 11

Artikel: La sociologie de l'habitation

Autor: Chombart de Lauwe, P.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-124936>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La sociologie de l'habitation

par P. CHOMBART DE LAUWE, maître de recherches au Centre national de la recherche scientifique, France

Méthodes et perspectives de recherches

Jusqu'à ces dernières années, nous avons mal mesuré les conséquences de la révolution industrielle pour la transformation de l'habitation et les changements de la vie sociale qui s'y déroulent. Selon les civilisations et les époques, les hommes avaient construit des maisons qui exprimaient à leur manière les rapports entre la nature et la société : les villes elles-mêmes s'organisaient suivant des fonctions bien définies pour répondre à des besoins en donnant une image fidèle des groupes sociaux et des relations qui s'établissent entre eux.

Aujourd'hui, les problèmes qui se posent à l'architecte, à l'urbaniste, au planificateur ne se limitent pas à disposer harmonieusement des éléments clairement définis. Les villes sont devenues des monstres, les crises de logement ont souvent désorganisé toute la vie sociale. Les remodelages, des déconcentrations, la création de villes nouvelles en plein désert, la définition de programmes de logements par centaines de milliers sont devenus des tâches quotidiennes. Devant l'urgence des solutions à trouver, les problèmes techniques ont paru d'abord les seuls vraiment importants. Mais le développement des troubles psychologiques et sociaux dans des habitations récentes, la nécessité de répondre à des besoins encore inconnus ou mal définis, l'inquiétude des conséquences lointaines des plans élaborés trop hâtivement, ont obligé à poser les questions d'une manière toute différente. D'autres formes de recherche se sont imposées. Il ne s'agit plus seulement de trouver les meilleurs moyens d'utiliser la matière au service des hommes. Les hommes eux-mêmes nous échappent. Avant de les loger, il faut les connaître.

Cette nécessité de résoudre en commun les problèmes d'urgence pour le plus grand bien de tous, et de prévoir l'avenir en étudiant d'avance les programmes à longue échéance, a réuni dans les mêmes équipes des architectes et des ingénieurs avec des représentants des sciences humaines. Quels ont été les résultats de ces rencontres ? Quels problèmes posent encore la mise en commun de leurs efforts ?

Nous ne reviendrons pas ici sur la naissance et le développement de la sociologie de l'habitation dans les divers pays, ayant eu l'occasion d'en donner une description détaillée dans un ouvrage récent¹. Nous nous excuserons donc de ne pas donner de références aux multiples travaux déjà effectués, dont les intéressés peuvent d'ailleurs obtenir des comptes rendus d'après les fiches publiées par le CSTB². Nous rappellerons seulement les premiers échanges entre experts en Europe au congrès du CIB de 1956 à Paris et la seconde réunion qui s'est tenue à Londres. Ces efforts rejoignent ceux du Comité européen de l'habitat et du Bureau européen de l'administration de l'assistance technique des Nations Unies. Le cycle d'études organisé à Sèvres en 1958 en liaison avec le Ministère français de la santé en est un exemple³. De même les travaux des organismes familiaux apportent une abondante documentation sur le sujet⁴. Nous regrettons malheureusement de n'avoir pas pu compléter notre documentation sur divers pays, en particulier sur l'Est européen, mais nous espérons combler bientôt cette lacune.

En tenant compte de cet acquis et des expériences que nous avons suivies de plus près avec notre équipe, nous voudrions rechercher une définition de la sociologie de l'habitation, essayer de déterminer les principaux thèmes de travail et les méthodes qui commencent à se préciser, et donner quelques exemples de résultats. Nous pourrions voir alors quelles perspectives sont ouvertes à ce nouveau domaine de recherches qui vient à peine de s'ouvrir.

Dans ce rapport nécessairement sommaire, nous chercherons moins à inventorier tous les travaux à faire, qu'à soulever, pour préparer une discussion, quelques-uns des principaux problèmes de fond qui nous paraissent se poser.

¹ « Famille et Habitation, tome I : « Sciences humaines et conception de l'habitation ». Travaux du Groupe d'ethnologie sociale. Paris, Ed. du CNRS, 1959.

² « Informations internationales », dans les « Cahiers du CSTB », depuis 1956, en particulier numéros 27 et 29.

³ Cycle d'études européen sur les aspects sociaux de l'habitat. Nations Unies, Genève 1958.

⁴ Commission du logement de l'UIOF, Bruxelles.

1. Les thèmes de recherche

A diverses reprises, nous avons insisté sur la nécessité d'étudier en même temps l'habitation dans l'ensemble de la vie sociale et la vie sociale interne de la famille ou des familles dans l'habitation⁵. C'est dire que le plan d'un logement ne peut pas être élaboré sans définir la civilisation dans laquelle vivent ses occupants ni le plan d'urbanisme dans lequel il s'insère. C'est affirmer aussi que le plan d'urbanisme ne peut pas être pensé sans tenir compte des besoins des ménages étudiés d'après leurs comportements et leurs relations à l'intérieur de l'habitation.

Dans cette perspective, l'étude des fonctions ne peut être qu'un aspect de la sociologie de l'habitation. La définition des besoins et des aspirations doit la précéder, de même que l'étude du groupe familial ou des groupes de voisinages, des relations, des structures en rapport avec les transformations économiques, avec l'évolution démographique, avec les conceptions de l'existence et les modes de vie de diverses couches de la population.

C'est par rapport à ces études préalables que peuvent être déterminés les besoins quantitatifs et qualitatifs en logements, les prévisions et les programmes, les normes de surface, les types de logements à choisir, les équipements collectifs, les groupes d'habitation, les plans des grands ensembles, etc.

Envisagés dans ce sens, les thèmes de recherche peuvent être regroupés suivant trois grandes divisions : 1^o le logement et la famille ; 2^o du « petit voisinage » au « grand ensemble » ; 3^o l'habitation dans la société, la ville et la région.

1. Le logement et la famille

Les architectes et les ingénieurs français avec lesquels nous avons discuté de l'aménagement des logements, ont insisté sur l'importance, pour dessiner un plan, de la séparation des fonctions dans l'espace. Les uns prennent comme division principale : le jour et la nuit (Prieur), d'autres les parents et les enfants (Wogenski), d'autres encore l'intimité et la vie en commun (Pingusson). Mais tous, comme Le Corbusier le signalait déjà, essayent de faire se recouper ces diverses divisions. Leurs remarques rejoignent en partie les conclusions d'enquêtes que nous avons faites sur les comportements et les désirs des familles dans les habitations nouvelles, mais en partie seulement.

a) La connaissance des besoins

D'une part nous avons signalé à quel point était insuffisante la connaissance des besoins auxquels doivent répondre les fonctions. Ils sont encore trop mal inventoriés, trop mal analysés, trop mal hiérarchisés. Leurs variations suivant les diverses catégories sociales et suivant les régions sont la plupart du temps ignorées. D'autre part, l'analyse de la notion même de fonction à travers l'histoire du fonctionnalisme, les études comparatives dans diverses civilisa-

⁵ Cf. « Habitation et vie sociale », dans les « Cahiers du CSTB » 1956, t. 27 ; également « Famille et habitation » (op. cit.), introduction et chapitre II.

tions et les enquêtes récentes dans de multiples types de logements font ressortir une ambiguïté dangereuse. On donne au mot un sens trop restrictif et trop technique qui supprime toute liberté des individus, comme s'il s'agissait de loger des lapins ou des souris.

Le logement d'une famille n'est pas un mécanisme ordinaire. Il constitue un tout cohérent, une structure qui doit exprimer la structure de la famille et lui permettre de vivre harmonieusement en tenant compte non seulement de la fonction de chacun à chaque instant, mais de son rôle par rapport aux autres. Entre les personnes, les possibilités de communication et de communion doivent être respectées. Il ne s'agit pas, nous l'avons dit, d'être seulement logiques, pratiques, utilitaires. Si le fonctionnalisme, au sens le plus large, a ouvert des voies nouvelles, l'excès d'un fonctionnalisme étriqué peut aboutir à des logements techniquement parfaits où les hommes, matériellement satisfaits en apparence, deviendront fous deux fois plus vite qu'auparavant.

Pour ne citer ici qu'un exemple, sur lequel nous reviendrons, des recherches détaillées sur les surfaces par personnes nous font penser que le perfectionnement des aménagements intérieurs ne permet de réduire les normes d'occupation des logements que dans des proportions minimum. Car le besoin d'espace et le besoin d'appropriation de l'espace sont, pour une civilisation donnée, impossibles à limiter en essayant de satisfaire d'autres besoins.

De nombreux auteurs ont déjà essayé de faire l'inventaire des besoins liés au logement et de montrer les conséquences de leur insatisfaction pour les familles (Abrams et Dean, Kennedy, Brochman). Mais les uns, comme Kennedy, qui font une intéressante analyse des besoins exprimés par l'homme, la femme, les enfants, les grands-parents, les domestiques, se préoccupent des familles aisées, les seules pour lesquelles il soit possible de faire actuellement des logements convenables. D'autres, comme Abrams et Dean, tiennent compte au contraire des situations des familles de toutes les catégories de revenus dans l'ensemble de la vie sociale, et de la nécessité de l'adaptation constante des logements aux besoins nouveaux et aux structures nouvelles, en soulignant les conséquences des crises, des changements de résidence, des conflits des rôles, etc. Mais leur étude demanderait à être complétée par des travaux d'architectes tenant compte de leurs remarques. D'autres encore, comme l'équipe norvégienne dont Brochman a publié les travaux, décrivent remarquablement les comportements des familles mais sans étudier assez à fond les motivations. D'autres enfin se limitent à des enquêtes d'opinion sur les besoins que nous serons amenés à critiquer un peu plus loin du point de vue méthodologique. Mais de toute façon, nous disposons d'études assez nombreuses pour tenter des synthèses utiles. C'est dans ce sens que travaillent divers organismes dans plusieurs pays. En France, c'est une de nos préoccupations en liaison avec le Centre scientifique et technique du bâtiment.

b) Les conditions de vie et les problèmes économiques

L'un des meilleurs points de départ pour étudier les besoins des familles en matière de logement est d'observer leur façon d'organiser l'espace dont elles disposent en relation avec l'organisation de leur temps et l'organisation de leur budget. Or ces trois problèmes sont liés et c'est une des raisons pour lesquelles il est si difficile de faire vivre dans les mêmes groupes d'habitation des familles de niveaux de vie très différents. Suivant le salaire et la profession, c'est-à-dire d'après la place qu'occupent le père ou la mère dans la production, nous avons montré que les rythmes mensuels ou hebdomadaires des dépenses variaient considérablement. La place du chapitre logement dans ces dépenses et l'importance qu'on y attache varient en même temps.

Comment prévoir des programmes de logement sans connaître les possibilités financières des familles et la place que tiendra le logement pour elles dans leurs préoccupations ? Une des sources d'incompréhension dans les discussions entre spécialistes de pays différents tient souvent au fait que les conséquences des variations de niveau de vie ne sont pas suffisamment connues. Il est banal de dire que si l'on a en même temps faim et chaud, le besoin de logement est moins impératif. Mais il est plus difficile d'évaluer exactement ce besoin dans chaque pays. Pour y arriver, des enquêtes de détail et des études générales sur la conjoncture économique doivent être menées de front.

c) L'aspect culturel et les aspirations

La variation des besoins ne tient pas seulement aux changements des conditions matérielles, mais aux différents types de culture, aux modèles et aux images-guides auxquels sont attachées les populations, aux courants de pensée qui orientent la conception de l'habitation. C'est pourquoi nous avons insisté sur les recherches ethnologiques, et sur l'histoire des idées.

Si cette connaissance de la pensée des hommes qu'on veut loger est déjà importante à l'intérieur des régions déjà industrialisées, quelles erreurs ne fait-on pas lorsqu'il s'agit d'établir des programmes de logement pour des pays dits économiquement sous-développés. Comment se fait l'évolution de la famille musulmane ou de la famille noire dans des habitations en hauteur ? Faut-il faire abstraction des besoins psychologiques, affectifs, spirituels liés aux rôles et aux structures ? Est-il impossible d'en tenir compte sans ralentir les transformations nécessaires ? Quels sont les chocs provoqués par ces inadaptations des hommes à leurs maisons nouvelles ?

Ces questions nous pousseraient à partir sur des bases entièrement nouvelles. Au lieu d'expliquer tous les comportements des individus et des familles dans les logements en étudiant les frustrations et les conflits d'après l'insatisfaction des besoins les plus élémentaires, au lieu d'attacher dans l'explication psychologique une importance quasi exclusive aux instincts sexuels sous-jacents, nous voudrions donner

sa véritable place aux frustrations par le haut, au manque d'espérance, au manque de raisons de vivre, qui dans les pays riches déséquilibrent plus sûrement beaucoup de nos contemporains que le fait d'avoir été frustré affectivement dans sa petite enfance.

Le mérite de certains architectes, comme Le Corbusier, est de voir grand, de présenter des ensembles, qu'on peut critiquer sans doute, mais qui sont un appel vers une vie nouvelle. Ce qu'il faut étudier, ce ne sont pas seulement les besoins des hommes, ni leurs désirs du moment traduits par une réponse souvent aussi sèche qu'inexacte à un questionnaire hâtif : ce sont leurs aspirations profondes, leurs raisons de vivre. Dans certains pays, les jeunes, désabusés, ont fait des révoltes pour rien. S'ils participaient réellement à des œuvres collectives, s'ils « vivaient » le cadre de la ville qui aurait été bâtie pour eux et avec eux, s'ils habitaient dans des logements où les familles trouvent pour chaque membre des possibilités de s'exprimer et de crier, en serait-il ainsi ?

Ici, nous rejoignons le problème de la liberté des familles et des individus. A ce sujet, nous avons été heureux de voir nos efforts rejoindre non seulement ceux des architectes dont nous avons publié les interviews, mais de médecins tels que le Dr Hazemann qui vient de s'étendre longuement sur le sujet dans une série d'articles⁶. Cependant, pour nous, il ne s'agit pas, dans le logement, de libérer les hommes des maux physiques et des névroses qui les guettent. Il faut envisager une vie plus libre dans un sens plus constructif, plus dynamique. Les architectes et les sociologues qui veulent travailler ensemble doivent y penser par priorité.

2. Du petit voisinage au grand ensemble

Envisager une vie libre ne peut se faire qu'en étudiant les familles dans un cadre plus large que le logement. Le groupe d'habitation, le voisinage, le quartier, le grand ensemble sont des zones d'insertion de plus en plus étendues qu'il faut définir.

Nous ne sommes pas d'accord à ce sujet sur les échelons trop rigides qu'on a souvent voulu définir, en partant trop souvent de conceptions ou de croyances personnelles, mais des études plus précises permettent de voir les erreurs auxquelles aboutissent les plans qui oublient ces besoins de regroupements.

a) Les ménages et le groupe primaire de voisinage

Les travaux des sociologues sur les groupes « primaires » ou « élémentaires » ne manquent pas. Pourtant lorsqu'on parle d'une unité de voisinage, on est surpris de voir que les urbanistes peuvent désigner, parfois un petit nombre de ménages, parfois des ensembles de dix mille logements.

Qu'il s'agisse de la vie rurale ou de la vie urbaine, des groupes de quelques ménages ont eu tendance à se former sur le plan local. Au hameau et à ses petites

⁶ Hazemann (R.-H.) : « La liberté concrète, condition de la santé physique et mentale », « Revue d'Hygiène et de Médecine sociale », t. VII, N° 1, 1959, pp. 34-45.

tensions internes correspond l'esprit d'escalier ou de palier. Mais ici nous constatons des différences énormes non plus suivant les civilisations — car le phénomène paraît, au village, universel — mais, au milieu urbain, suivant les classes sociales. Le « voisinage » est-il un besoin populaire ? Les classes qui s'en libèrent et retrouvent leur petit « groupe de pressions » dans leurs relations ou leur parenté sont-elles plus avantagées ?

Il semble que dans la perspective de libération dont nous venons de parler, les solutions qui permettent aux ménages de choisir eux-mêmes leurs voisins préférés dans un ensemble assez large soit le meilleur. Mais parmi les solutions envisagées, quelles sont les solutions les meilleures ? Pour diverses raisons, nous ne croyons pas que le pavillon (maison individuelle) donne nécessairement plus de liberté, dans un centre urbain, que des habitations en hauteur bien conçues, en évitant les paliers trop réduits⁷. Mais l'étude de cette question n'est pas encore assez poussée. Les quelques enquêtes dont nous disposons ne sont qu'un début. Elles nous permettent de dire au moins que la recherche dans ce domaine est possible et rentable.

b) Du village au quartier

Les dimensions d'une unité de vie supérieure pourraient paraître plus facile à définir. Dans la vie rurale, les villages, en France par exemple, dépassent rarement 1500 habitants, sans devenir des bourgs, des petites villes. Les petits quartiers urbains que nous avons observés en milieu populaire dans une grande agglomération comme Paris variaient de 800 à 2000 personnes.

En France, les plans du Ministère de la construction prévoient des unités de 200 à 300 ménages, et aux échelons supérieurs des « quartiers » de 800 à 1200 ménages, des « arrondissements » de 1500 à 2500 ménages et des villes de 10 000 ménages⁸. Mais les programmes ne tiennent pas compte de la variation des besoins suivant les classes sociales. D'autre part, il reste à discuter à quels échelons doivent être situés les principaux équipements collectifs. Or cela n'est possible qu'avec une connaissance plus approfondie des besoins.

Quels sont les besoins qui doivent être satisfaits par ces équipements ? Quelle est la structure d'une unité ? Comment tendent à s'établir les relations des familles entre elles, des familles avec les célibataires ? Quels sont les rapports des générations ? Quelle est la pyramide des âges optima ? Quels rapports s'établissent entre les classes sociales différentes ? Quels groupes spontanés apparaissent ? Quels groupes organisés à prévoir ? Les plans des groupes d'habitation doivent permettre de répondre à tous les besoins sociaux qui sont sous-jacents à ces questions ? Seules des enquêtes méthodiques et des études expérimentales peuvent donner des solutions

⁷ Voir plus loin à ce sujet la critique des enquêtes d'opinions qui prétendent montrer que le pavillon est toujours largement préféré.

⁸ Revue « Urbanisme », N° 62-63, 1959.

valables. Or, ici comme ailleurs, ces études peuvent être relativement rapides si les chercheurs disposent des moyens nécessaires.

c) Le grand ensemble et le passage à une civilisation nouvelle

Tous ces problèmes se retrouvent à une plus vaste échelle lorsque nous envisageons le regroupement des quartiers dans de nouveaux ensembles plus vastes. Entre les villes satellites telles que celles que nous avons vu naître en Angleterre ou les vastes projets intégrés dans les agglomérations tels qu'ils ont été réalisés dans d'autres pays et récemment en France, les sociétés industrielles n'ont pas encore trouvé le cadre urbain qui lui convient.

Depuis la Charte d'Athènes où les urbanistes avaient défini les diverses fonctions d'un ensemble urbain : habiter, circuler, travailler, cultiver le corps et l'esprit, les recherches se sont poursuivies et le problème de l'équipement des grands ensembles tel qu'il se présente aujourd'hui, montre à quel point la prise de conscience d'une vie sociale harmonieuse s'est développée. Dans les récents travaux du Ministère de la construction en France⁹, il nous est présenté un plan des équipements comprenant : l'équipement scolaire et culturel, l'équipement commercial, l'équipement social et sanitaire, les espaces plantés, parcage et sports.

Dans d'autres pays, de larges études ont également été faites sur les besoins aux différents échelons de l'ensemble urbain. Je pense, en particulier, aux remarquables travaux hollandais, aux études anglaises, suédoises, allemandes, polonaises, etc., parmi celles sur lesquelles nous avons eu l'occasion d'avoir une documentation. Partout, il est constaté que la vie sociale dans les nouveaux quartiers est impossible si les équipements collectifs ne sont pas très largement développés. Il est à remarquer notamment que la comparaison entre les maisons individuelles et les groupes d'habitation ne peut pas être faite valablement tant que les équipements collectifs ne sont pas prévus d'une manière assez complète et assez précise.

Mais, dans ces réflexions, dans toutes ces études aussi remarquables soient-elles, nous pensons qu'il importe de relier l'analyse des besoins particuliers de tel ou tel secteur à la conception d'ensemble de la cité qui doit exprimer les structures sociales existantes et plus encore les structures sociales qui tendent à apparaître. Pour ne citer qu'un exemple, il est évident que l'implantation des équipements commerciaux est liée à celle des équipements culturels. Les analyses faites jusqu'ici sur les villes anciennes montrent à quel point les centres d'attraction commerciaux et culturels tendent à se mêler. Mais il ne faut pas que ce soient les centres commerciaux qui commandent l'implantation des centres culturels, comme cela se passe souvent dans une ville non planifiée. Il faut, au contraire, que la planification permette

⁹ Revue « Urbanisme », N° 62-63, 1959 (op. cit.).

d'utiliser l'implantation des centres commerciaux pour faciliter les plans de développement des activités culturelles. Il faudrait, pour montrer d'une manière précise l'importance de ce problème, prendre une série d'exemples dans une ville déterminée, ce qui nous entraînerait trop loin.

3. L'habitation dans la société, la ville, la région

En relation avec les remarques qui précèdent, nous croyons pouvoir affirmer que l'étude du logement et l'étude de l'habitation ne peuvent pas être abordées sans tenir compte en même temps d'une définition de la ville dans l'ensemble régional et dans la société tout entière. C'est pourquoi, les travaux d'urbanisme les plus généraux, les études d'aménagement du territoire, en tenant compte des problèmes économiques et démographiques, ne peuvent pas être étrangers aux architectes, aux ingénieurs, aux constructeurs qui ont la responsabilité de loger des hommes appartenant à des groupes sociaux différents et qui doivent coexister dans le même cadre urbain. Les prévisions d'évolution de la population ou les calculs sur les possibilités de la production, sur l'évolution des besoins des consommateurs, doivent orienter les travaux des urbanistes, car sans eux il est impossible d'établir des programmes de construction de logements qui soient valables.

Mais, en même temps, la ville ne peut pas être pensée en tenant compte seulement de ces problèmes. La transformation des structures sociales, l'évolution des rapports entre les groupes sociaux différents doivent être étudiées par les sociologues, parallèlement aux travaux des économistes et des démographes. Or, pour faire cette étude, des recherches sur la désintégration des structures anciennes et la dégradation des comportements, dont la crise du logement est en même temps cause et conséquence, sont absolument indispensables. Les travaux sur la délinquance juvénile, la psychiatrie infantile, la criminologie, le développement des maladies mentales, etc., sont menés parallèlement à ceux qui concernent le manque de vitalité des groupes sociaux et l'absence de liens entre les hommes qui en résulte. L'inventaire des quartiers urbains à transférer et la recherche de l'orientation de cette transformation ne peut pas se faire sans ce genre d'étude préalable.

Enfin, derrière ces changements sociaux, il faut rechercher le rôle des courants de pensée, des idéologies, des conceptions de l'existence, des différents systèmes de valeurs, des modèles culturels auxquels se réfèrent les hommes qui doivent vivre dans les villes. En tenant compte des études historiques et des comparaisons entre civilisations à une époque où les contacts de culture entre les différents peuples du monde tiennent une telle place, nous devons faire cet effort de compréhension pour résoudre les problèmes techniques d'une manière valable. Nous y reviendrons un peu plus loin au sujet du respect de la liberté des hommes et des groupes humains dans notre civilisation.

2. Les méthodes

Nous ne pouvons étudier l'ensemble des méthodes de travail relatives à tous les thèmes auxquels nous venons de faire allusion. Nous nous centrerons donc sur les questions concernant le logement proprement dit et les unités de voisinage.

Dans toutes les recherches, il s'agit de définir progressivement d'une manière de plus en plus précise des critères et des indices dont nous puissions saisir les variations. L'analyse des variables permet en particulier de déterminer des seuils qui donneront des indications sur les mesures à prendre par les constructeurs. D'autre part, l'étude des fonctions et des structures, l'étude des comportements des utilisateurs et des motivations de ces comportements, nous permettront de définir les besoins et les aspirations auxquelles doivent répondre les habitations et les ensembles urbains.

Etant donné l'ampleur des problèmes étudiés, il ne peut s'agir d'appliquer les méthodes propres à une seule discipline. L'étude de la vie sociale dans le logement résulte d'un travail d'équipe entre spécialistes de disciplines différentes. D'autre part, si le but de ces travaux est d'aboutir à des applications précises dans un temps le plus bref possible, nous verrons cependant que la recherche fondamentale doit tenir une place prioritaire dans l'intérêt même des applications ultérieures.

1. Des sondages d'opinions à l'étude expérimentale de la vie sociale

Dans les premières recherches entreprises sur le logement, les sociologues se sont attachés principalement à connaître les opinions exprimées par les utilisateurs. Des renseignements utiles ont ainsi été collectés, mais actuellement ces larges sondages paraissent insuffisants, car les personnes interrogées répondent sans connaître suffisamment les données des problèmes qu'on leur pose. Ainsi la préférence pour la maison individuelle que nous avons constatée dans de nombreux pays n'a pas de signification tant que les utilisateurs ne savent pas ce qu'ils peuvent attendre des groupes d'habitation en hauteur. Dans une enquête récente, nous avons constaté que de nombreuses personnes, qui désiraient auparavant une maison individuelle, avaient été heureuses d'habiter dans des logements collectifs. Leurs véritables besoins, qu'elles ne savaient pas exprimer clairement, se trouvaient en effet satisfaits d'une façon qu'elles n'attendaient pas. Il n'en reste pas moins vrai que beaucoup de familles préfèrent la maison individuelle, mais les chiffres donnés par les sondages d'opinions ne sont pas directement utilisables. Au moment où la construction d'immeubles en hauteur est un impératif dans de nombreuses villes, il importe de revoir sérieusement ces méthodes d'observation.

A la connaissance de l'opinion de l'ensemble de la population au sein de laquelle un échantillon représentatif a été tiré (exemple des enquêtes nationales

de 100 000 à 200 000 ménages), nous pensons nécessaire d'ajouter actuellement des recherches expérimentales portant sur des ensembles restreints de sujets choisis dans des groupes d'habitation déterminés. Ces sujets peu nombreux sont observés d'une manière plus approfondie en contrôlant d'une manière de plus en plus précise les conditions de l'observation. Les recherches de ce type ont été menées aussi bien en Angleterre qu'en Hollande, en France, en Allemagne, dans les pays nordiques, etc.

De plus en plus, il se révèle nécessaire de suivre les ménages étudiés pendant un temps assez long et si possible de faire des expérimentations complètes en observant les mêmes ménages avant le relogement, juste après le relogement, et deux ou trois ans plus tard. La construction de groupes d'habitation basée sur les résultats des enquêtes est le meilleur moyen d'aboutir à une vérification précise. Les travaux norvégiens dans ce domaine paraissent parmi les plus avancés.

2. L'estimation des besoins

L'estimation des besoins peut se faire tout d'abord en étudiant soigneusement les conditions de vie, les comportements et les attitudes des ménages. Pour ce faire, les questionnaires doivent être appliqués en tenant compte de la situation dans laquelle les ménages sont observés, et la description de cette situation doit prendre une place importante. Nous collectons ici une série de variables qu'il faudra mettre en rapport avec les variables des comportements et d'attitudes.

Il faut entendre situation dans la vie sociale par place occupée dans la vie professionnelle, dans la hiérarchie des revenus, dans les classes sociales, dans les groupes ethniques, dans les groupes d'âges, etc. Suivant les situations différentes, les conditions de vie sont considérablement modifiées et les modes de vie également, en relation avec les influences culturelles qui s'ajoutent à celles des conditions matérielles.

Les comportements et les attitudes des ménages dans les locaux où ils sont observés varient significativement en relation avec les variables précédentes. Or, des comportements à l'égard des enfants, à l'égard de la nourriture, à l'égard du voisinage, etc. sont intimement liés d'une part aux modes d'utilisation du logement, d'autre part à des attitudes plus générales à l'égard de la société, et à une conception de l'existence. Des questionnaires suffisamment étendus comportant des questions fermées (réponse : oui - non), des questions ouvertes auxquelles les intéressés peuvent répondre longuement, des échelles qui permettent de classer d'une manière plus précise les sujets, doivent être utilisés en même temps.

Par exemple, si des ménages désirent garder une place pour prendre leurs repas en famille dans la cuisine, il n'est pas possible de déterminer les besoins auxquels doivent répondre les architectes sans tenir

compte des observations précises sur la vie sociale qui se déroule au moment privilégié du partage de la nourriture. Or le repas n'a pas du tout la même signification dans un pays ou dans un autre, ni dans deux classes sociales différentes du même pays. Il n'est pas difficile d'établir des types de ménages correspondants à des types de situations et d'établir les programmes de logement en conséquence.

Dans ces recherches, une part privilégiée doit être donnée à l'étude des rapports entre l'organisation du temps et l'utilisation de l'espace, à celles de comportements économiques (place du logement dans le budget et habitude de consommation), à celle des rôles sociaux des différents membres de la famille et des transformations des structures et des relations familiales.

L'observation des familles prises au hasard dans des groupes d'habitation doit être complétée par des recherches sur les cas pathologiques. C'est principalement l'étude de la dégradation des comportements liée aux problèmes matériels du logement qui nous ont permis de déterminer des seuils de surface et d'occupation au-dessous desquels il importe de ne pas descendre sous peine de condamner presque sûrement les occupants à des troubles graves.

En tenant compte de ces divers éléments, nous pouvons faire l'inventaire des besoins dont nous avons parlé plus haut, et essayer de voir à quel moment et de quelles façons se manifeste la satisfaction des occupants. Au-delà du seuil pathologique, nous pouvons alors déterminer les seuils de satisfaction non moins importants.

Enfin, il est possible également d'étudier les aspirations des ménages. Mais il ne peut s'agir seulement de poser des questions sur les désirs relatifs à tel ou tel équipement. C'est à l'aide de multiples questions qui paraissent souvent hors du sujet que les enquêteurs arrivent à déterminer ce vers quoi tendent les ménages et qu'ils ne peuvent pas toujours exprimer clairement.

3. L'étude dynamique et expérimentale

Pour étudier d'une manière valable l'ensemble complexe des variables, il est nécessaire de faire appel à la notion de milieu social. Les comportements et les attitudes d'un sujet ou d'un groupe sont en relation avec tous les éléments du milieu social dans lequel se déroule son existence. Il arrive souvent qu'on établisse des relations entre une variable du comportement et une variable du milieu qui n'apportent pas de réponses aux questions qu'on se pose. Pour choisir les variables adéquates, il est nécessaire de disposer d'un tableau général souvent difficile à établir. C'est dans ce tableau qu'il sera possible de choisir des variables à isoler et à regrouper. Par exemple, la variable surface par personne (ou la variable nombre d'habitants par pièce) peut être isolée avec une certaine précision et mise en rapport avec la variable degré de satisfaction. Mais d'autre part, cette variable degré de satisfaction peut avoir

une liaison encore plus forte avec la variable insonorisation. (Voir plus loin, chapitre 3.)

Il ne peut s'agir d'étudier les individus dans le milieu social à un moment donné sans tenir compte de leur expérience passée, c'est-à-dire de l'influence qu'ont eue sur eux les autres milieux sociaux dans lesquels ils ont vécu. La réponse d'un sujet qui a passé de longues années dans un logement défectueux, dans un quartier populaire au contact d'autres familles très défavorisées, n'a pas du tout la même signification que la réponse d'un sujet qui appartient à une classe sociale tout à fait différente.

Le milieu même dans lequel on étudie les ménages se transforme lui aussi progressivement. C'est pourquoi l'observation doit tenir compte du déroulement dans le temps.

Les sujets sont observés dans l'habitation, mais il n'est pas possible de les situer seulement dans un espace matériel à trois dimensions. Il faut les situer dans un espace social à de multiples dimensions. Il faut tenir compte à la fois de la position occupée par les sujets dans le logement ou dans le groupe d'habitation et des distances sociales qui séparent les individus en fonction de leurs préjugés, de leur degré de compréhension et des possibilités de communication. Des ménages qui vivent proches les uns des autres dans l'espace matériel peuvent être séparés parce que leurs conceptions de l'existence sont très différentes.

Cependant, la disposition des logements et des pièces influe sur les relations et sur les communications sociales. Il faut que les constructeurs connaissent les canaux de communication et les changements qu'apporteront des dispositions qu'ils imaginent. Ces études d'écologie sociométrique peuvent être effectuées en utilisant les techniques dites de dynamique de groupe, mais avec certaines réserves. En effet, jusqu'ici ce genre de recherches a consisté surtout à réunir des groupes artificiellement constitués et à observer comment s'établissaient les communications entre les membres. Dans le cas qui nous intéresse, il importe d'observer les sujets dans leur milieu social habituel et les relations qui s'établissent dans la vie quotidienne.

Le travail des observateurs ne peut donc se poursuivre sans une participation très active des ménages, ce qui pose de difficiles problèmes d'introduction et de contacts. Les problèmes sont plus complexes encore, lorsqu'il s'agit d'aller jusqu'à l'expérimentation proprement dite, mais les sujets peuvent être beaucoup plus participants s'ils comprennent que les tentatives des architectes et des sociologues doivent leur être utiles directement et être utiles à l'ensemble de la population.

4. Déontologie

S'il est impossible de travailler efficacement sans gagner la confiance des ménages, les sociologues prennent des responsabilités à leur égard. Il serait dangereux de demander une participation aux ménages pour apporter des solutions qui seraient à l'envers

de leurs aspirations. Or il est possible que les intérêts économiques des constructeurs se trouvent en contradiction avec ceux des utilisateurs. Les sociologues doivent donc contribuer à établir une meilleure compréhension entre les uns et les autres. Le seul moyen de prendre une position juste est de communiquer les résultats des recherches aux deux parties en même temps. Nous avons déjà eu l'occasion de convaincre des constructeurs de la nécessité de ces mesures. Je crois qu'ils ne l'ont pas regretté.

D'autre part, un autre problème moral se pose. Dans quelle mesure avons-nous le droit de faire des expérimentations ? En fait, toute construction nouvelle est une expérimentation, et les études systématiques que nous devons poursuivre peuvent permettre au contraire d'expérimenter dans un sens qui sera plus favorable aux intéressés. Cependant, il n'est pas exclu que les résultats des enquêtes soient utilisés pour faciliter la réalisation de telle ou telle réforme politique ou sociale, dont les populations n'auraient pas conscience et qui pourrait aller contre leurs aspirations. Il y a donc un devoir d'information du public pour que l'urbanisme soit pensé avec le maximum de possibilités de participation de toutes les couches de la population et des représentants de tous les groupes et de toutes les tendances.

3. Exemples de résultats

Quels sont les résultats que nous pouvons dès maintenant obtenir des travaux effectués ? Les comptes rendus présentés par divers pays dans des ouvrages ou des articles, montrent des exemples très différents. Mais un peu partout l'intérêt suscité par les recherches a poussé les architectes, les ingénieurs et les constructeurs à utiliser certaines données provenant des enquêtes des chercheurs. Les comptes rendus qui doivent être faits pourront donner une idée plus exacte des possibilités d'utilisation pratique.

Pour notre part, nous voudrions seulement prendre quelques exemples très limités se rapportant à diverses études que nous avons entreprises ces dernières années.

1. Définition des seuils de surface

Nous avons insisté sur l'importance de la détermination des seuils pour divers indices. En ce qui concerne le taux d'occupation (surface par personne ou nombre d'habitants par pièce) plusieurs enquêtes se recoupant nous ont permis de proposer provisoirement deux seuils de surface qui ne sont utilisables que pour un pays comme la France. Ces seuils devraient être revus pour d'autres régions, mais le principe de détermination peut, peut-être, rester le même.

a) Les rapports parents-enfants

D'après une première série d'enquêtes, nous avons constaté que certains comportements des parents à l'égard des enfants variaient d'une manière significa-

tive avec la surface. Nous avons constaté que dans les logements trop petits la tension entre la mère et les enfants en particulier devenait critique à partir d'un certain seuil d'occupation.

b) La psychiatrie infantile

Les recherches entreprises par la suite par M^{me} Chombart de Lauwe ont montré que les troubles du comportement de l'enfant devenaient beaucoup plus fréquents à partir d'un seuil d'occupation très voisin du premier.

En fonction de ces deux ensembles de recherches, nous avons estimé qu'il existait un seuil critique autour de 8 m² par personne ou de deux, trois habitants par pièce.

Malgré diverses remarques qui ont été faites à ce sujet, nous ne pensons pas qu'une meilleure disposition du plan et des équipements puisse faire varier beaucoup le seuil critique, mais les enquêtes effectuées jusqu'ici n'étant pas encore très nombreuses, nous ne proposons ces chiffres que comme hypothèse de travail à vérifier.

c) Les seuils de satisfaction

Dans d'autres enquêtes faites auprès de familles dans des logements anciens ou dans des nouveaux groupes d'habitation, nous avons remarqué que le degré de satisfaction variait, comme on pouvait s'y attendre, très significativement avec la surface par personne et que les courbes de satisfaction marquaient un changement brusque à partir d'un certain seuil. Nous pensons actuellement pouvoir localiser ce seuil autour de 14 à 16 m² par personne. Mais comme pour le seuil précédent, il faut évidemment poursuivre les études pour arriver à une plus grande précision.

Ce deuxième seuil variera probablement un peu plus suivant la disposition du plan et l'aménagement des pièces que le seuil précédent. Cependant, le recoupement de ces remarques avec d'autres observations d'attitudes et de motivations nous font croire que le besoin d'espace et le besoin d'appropriation de l'espace doivent être considérés en eux-mêmes et que la réduction des normes de surface en développant l'aménagement peut avoir des conséquences psychologiques et sociologiques graves. Il faudrait, pour donner toutes les preuves nécessaires, reprendre les recherches sur le besoin d'indépendance des personnes et des groupes de personnes à l'intérieur du logement, les besoins de repos et de détente, les besoins de relations sociales extérieures, les besoins d'être bien considéré, etc., telles que nous avons commencé à les mener dans une série de groupes d'habitation nouveaux.

d) Recherche des optima

Il semble qu'il n'existe pas seulement des seuils inférieurs, mais des seuils supérieurs dans une civilisation et dans un pays donnés, bien que nous ayons jusqu'ici beaucoup moins d'éléments pour étayer cette hypothèse. Nous avons constaté seulement que dans les logements trop spacieux, correspondant d'ailleurs à des conditions de vie de familles très aisées, les

distances sociales entre les diverses personnes de la famille étaient influencées par les distances matérielles et que le développement affectif des enfants pouvait s'en ressentir gravement.

En conséquence, la comparaison de ces seuils inférieurs et supérieurs devrait faciliter la recherche des optima pour définir les programmes. Ces optima varieraient vraisemblablement d'une manière assez nette non seulement d'un pays à un autre, mais d'une catégorie sociale à une autre dans un même pays.

2. Quelques impératifs

(en dehors des besoins d'espace)

Au cours des enquêtes, parmi les besoins que nous avons mis en relief, nous avons remarqué que dès maintenant certains impératifs s'imposaient pour la construction. Parmi ceux-ci, nous citerons :

a) L'insonorisation

Au cours de recherches comparatives sur trois groupes d'habitation nouveaux, nous avons constaté, comme nous l'avons signalé plus haut, que le degré de satisfaction variait radicalement lorsque les logements étaient ou non insonorisés. D'un autre côté, nous avons, comme dans bien d'autres enquêtes, constaté que les bruits avaient des conséquences catastrophiques non seulement du point de vue de la fatigue nerveuse, mais pour les relations sociales entre familles et à l'intérieur d'une même famille.

Il a été possible d'analyser l'importance des bruits entendus dans le logement, ceux venant du logement du dessus étant de beaucoup les plus importants dans une des cités, ceux des canalisations dans une autre, puis un peu derrière ceux du logement du dessous, des ascenseurs et escaliers des logements mitoyens. Dans la seule cité véritablement insonorisée, il n'y avait plus que quelques plaintes très rares relatives aux canalisations et aux ascenseurs. Toute la vie sociale de la cité s'en trouvait transformée. En particulier, l'une des objections principales aux logements collectifs était déclarée maintenant sans objet.

b) Les équipements collectifs

Depuis quelques années, en France comme dans d'autres pays, des observations ont été faites sur la nécessité absolue du développement des équipements collectifs dans les groupes d'habitation et dans les grands ensembles. Au cours de nos enquêtes, depuis plusieurs années, nous n'avons pas cessé, comme l'ont fait d'ailleurs d'autres observateurs (voir les études de Houist, de Dayre, etc.), de mettre en relief les très graves dangers tenant aux rassemblements dans des groupes d'habitation d'un grand nombre de familles sans leur donner certains moyens indispensables. En particulier, nous avons insisté sur la nécessité des crèches, des garderies d'enfants, des locaux pour les jeunes, des terrains de sports, des terrains de jeux, des activités dirigées, etc. A plus forte raison, les équipements classiques, du point de vue commercial, service social, etc., doivent être prévus. Les études sociologiques précises peuvent alors

permettre de hiérarchiser les besoins collectifs comme les besoins individuels à l'intérieur des logements. Les programmes du Ministère de la construction auxquels nous avons déjà fait allusion, prévoient heureusement un nombre beaucoup plus considérable qu'au-paravant d'équipements collectifs à divers échelons. Il semble qu'on ait largement tenu compte des efforts d'observation que nous venons de citer.

Cependant, un assez gros travail reste à faire pour préciser les conséquences de l'organisation de la vie sociale en utilisant des équipements. Or, pour ne citer qu'un exemple, nous constatons que des efforts réels sont faits pour étudier l'aide à donner aux jeunes pour se regrouper et développer leurs activités culturelles. Mais que sont ces jeunes ? Comment tendent-ils à se regrouper spontanément ? Comment varient leurs besoins suivant les catégories sociales ? Quels sont leur conception de l'existence, leurs aspirations ? Nous savons que sur ces différents points, nous sommes finalement très mal renseignés. Les études que poursuit actuellement l'un des chercheurs de l'équipe, M. Jenny, sur ces questions, pourront, nous l'espérons, apporter rapidement des éléments de réflexion. Il serait regrettable que les équipements prévus pour les jeunes soient uniquement la projection de l'idée qu'ont les générations plus âgées de la jeunesse actuelle, alors qu'il serait possible de lui donner un cadre à la création duquel elle aurait réellement participé.

c) Les aménagements pour la surveillance et l'éducation des enfants

Si les équipements pour les jeunes sont importants, ceux qui concernent la surveillance et l'éducation des enfants avant 14 ans le sont plus encore. Dans toutes les cités, dans tous les groupes d'habitation où nous avons fait des études, le même problème a été soulevé par la majorité des familles. Si la surveillance discrète et si les soucis éducatifs qui doivent amener à la création de postes spécialisés pour un personnel insuffisamment préparé ne sont pas pris en considération, de véritables catastrophes risquent d'arriver. La présence d'un seul enfant présentant des troubles du comportement peut entraîner dans ces conditions l'apparition de troubles chez beaucoup d'autres. Il en résulte une méfiance systématique des familles qui ne pourra pas être vaincue tant que des éducateurs ne leur donneront pas des garanties nécessaires.

En revanche, si la surveillance et l'éducation sont suffisamment bien conçues, nous croyons que les enfants peuvent bénéficier très largement des contacts plus faciles qui s'établissent dans les groupes d'habitation et que leur développement, du point de vue affectif et social, sera meilleur que s'ils étaient isolés.

3. Quelques tendances

D'autres impératifs pourraient certainement être définis. En attendant, nous pouvons signaler quelques tendances qui pourraient permettre progressivement

de préciser des mesures aussi importantes que les précédentes.

a) La libération du voisinage

La possibilité d'établir des relations sociales avec des voisins est un avantage considérable à condition que le choix de ces relations soit le plus libre possible. Jusqu'ici, il faut le dire, dans les études sur les groupes d'habitation, la seule solution qui nous ait paru donner satisfaction aux habitants des immeubles collectifs était la rue intérieure, telle qu'elle a été conçue par exemple par Le Corbusier. La possibilité de faire ouvrir les portes de cinquante logements sur la même rue supprime, de fait même, les querelles de palier, tout en rendant possibles des relations électives parmi un groupe de voisins assez large.

Mais ces problèmes du voisinage demandent à être étudiés d'une manière beaucoup plus approfondie. Nous avons commencé à le faire dans notre dernière enquête. Nous rejoignons alors beaucoup de problèmes soulevés par des chercheurs d'autres pays ; il semble que la disposition des appartements à l'intérieur des bâtiments doit être vraiment influencée par les résultats de ces travaux en cours.

b) Logement et budget

A un tout autre point de vue, les programmes de logement doivent tenir compte des possibilités des familles et définir l'aide que l'Etat doit apporter aux ménages des catégories sociales qui ne peuvent pas subvenir entièrement aux dépenses de logement. Nous revenons alors à propos d'un autre sujet à l'étude des seuils. En analysant les budgets des familles et en définissant d'une manière assez précise les diverses parties du chapitre logement, nous constatons qu'au-dessous d'un certain seuil de revenus, les familles ne peuvent plus consacrer une part suffisante à l'habitation. Le système des allocations logement, tel qu'il est pratiqué en France, ne peut qu'être développé, sinon les habitations, qui sont construites en principe pour les familles les moins favorisées, seront occupées par des familles d'autres niveaux de revenus.

A ce sujet encore, toutes les remarques faites à la suite des enquêtes paraissent avoir été étudiées suffisamment par les services publics puisque des mesures ont été prises récemment pour éliminer certaines catégories de revenus des habitations construites avec l'aide de l'Etat. Mais la suite des études pour le calcul des besoins et de l'aide correspondante est difficile car les travaux sur les budgets de familles et les unités de consommation doivent être, pour certains aspects, repris à la base. Nous avons déjà déterminé provisoirement une série de seuils, mais il faudrait reprendre ces recherches en utilisant de nouvelles échelles d'unités de consommation, celles qui sont composées actuellement (échelle d'Oxford et autres) ne nous paraissant plus valables.

c) Logement, alimentation et vie sociale

Dans diverses enquêtes, nous avons été amenés à étudier le rôle de l'alimentation dans la vie sociale de

la famille à l'intérieur du logement. Nous avons souligné que, dans un pays comme la France, les familles ouvrières, en particulier, trouvaient dans le repas le moment essentiel de la vie sociale de la famille. La place du repas et le cadre dans lequel il se déroule ont donc une importance capitale. Ces dernières années, les enquêtes avaient montré que la cuisine intégrée à la salle de séjour était rejetée par la très grande majorité des familles qui n'hésitaient pas parfois à construire une cloison pour s'aménager une cuisine dans laquelle elles prenaient leurs repas quotidiens. Si la cuisine est séparée, il est possible d'envisager pour celle-ci une surface très réduite (kitchenette) en prévoyant les repas uniquement dans la salle de séjour. Mais cette solution n'est possible que dans certaines conditions matérielles au-dessus d'un certain seuil de revenus et en fonction de certaines tendances culturelles. Récemment, des propositions ont été faites pour prévoir une cuisine où l'emplacement des repas était systématiquement prévu. Cette mesure correspondait certainement à un besoin psycho-sociologique. Mais en envisageant la transformation de la vie familiale et dans une perspective d'évolution sociale rapide, nous pensons qu'il est nécessaire, lorsqu'on prévoit des plans de ce genre, de faciliter en même temps le passage du repas dans la cuisine au repas dans la salle de séjour. Il faudrait donc que la cuisine agrandie soit aussi proche de la salle de séjour pour que l'effort à faire lorsqu'on veut déplacer le repas de l'une à l'autre ne soit pas trop long.

En étudiant ces détails dans ce sens, nous rejoignons les préoccupations de certains architectes qui nous ont fait remarquer que leur rôle était d'anticiper les besoins. Il y a en effet un aspect éducatif de l'aménagement de l'espace qui doit rester primordial. Mais nous insistons alors pour que l'éducation soit basée sur des observations de la vie des familles, telle qu'elle consiste à leur faire prendre mieux conscience de leurs propres aspirations et à leur donner les moyens d'y répondre.

4. Problèmes plus larges

Ces quelques exemples, malheureusement trop peu nombreux, et décrits trop hâtivement, montreront peut-être mieux la nécessité d'un inventaire général des besoins. Ceux que nous avons commencé à faire partiellement, au cours des enquêtes, comparés à ceux qui sont établis dans d'autres régions, dans d'autres pays, pour permettre de mettre en relief les besoins communs à diverses sociétés et les besoins particuliers correspondants à certaines tendances culturelles.

La satisfaction de ces besoins peut amener à déterminer des fonctions d'une manière plus précise. Ici, nous insisterons de nouveau sur les études générales, non seulement du point de vue psychologique et sociologique, mais en se basant sur des données de l'histoire et de l'ethnologie. Le rapprochement que nous venons de faire entre l'histoire du fonctionnalisme depuis le XVII^e siècle, l'étude des fonctions

dans diverses civilisations et l'étude des fonctions dans les logements anciens et nouveaux en France, nous permet de mieux prendre conscience des hypothèses sous-jacentes et souvent mal exprimées, qui orientent la conception des plans. Les notions des besoins de fonctions et de structures demandent à être discutées, l'échange que nous avons suscité avec tout un groupe d'architectes permet de voir un peu plus clair dans ce domaine.

L'enquête par interviews que nous avons menée récemment auprès des principaux réalisateurs en France pourrait être étendue à d'autres pays pour faciliter la compréhension des points de vue différents et pour faire ressortir les définitions sur lesquelles il serait possible de s'entendre.

Conclusion

Au terme de ce rapport, nous revenons au problème soulevé au début. D'une part, il est possible de définir les besoins fondamentaux et les aspirations des populations auxquelles les architectes, les ingénieurs, les urbanistes doivent répondre ; d'autre part, les obstacles majeurs sont de plus en plus clairement précisés. La question fondamentale qui reste posée est celle de la liberté des familles et des individus dans la vie sociale, l'habitation pouvant jouer, dans ce domaine, un rôle capital.

Nous avons parlé ailleurs de libération plutôt que de liberté. En effet, la définition même de la liberté pourrait appeler de longues discussions et créer parfois plus d'incompréhension que de possibilités de rapprochement. Au contraire, l'idée d'une libération progressive des hommes des contraintes qui pèsent sur eux dans la vie sociale peut être un guide très sûr pour les urbanistes qui veulent participer à l'élaboration d'une humanité plus heureuse. Il s'agit donc de dégager les hommes des contraintes, plutôt que de leur imposer une idée de liberté, qui peut être propre à une civilisation ou à une autre, à une religion ou à une autre, à une idéologie ou à une autre.

Nous avons souligné la nécessité, pour travailler dans ce sens, des recherches assez larges pour ne pas s'attacher uniquement à des applications particulières au jour le jour. Nous croyons que la recherche de base détachée des obligations est la seule possibilité que nous avons de conserver des vues d'ensemble.

Enfin, nous voudrions terminer sur la nécessité de définir les conditions morales dans lesquelles peuvent s'effectuer ces recherches et revenir aux problèmes de déontologie que nous avons soulevés un peu plus haut. Un code de déontologie doit être défini pour les urbanistes et les représentants des sciences humaines. Ce serait un des aspects du travail de collaboration qui doit s'établir au sein des équipes comprenant à la fois des chercheurs et des techniciens qui travailleront ensemble à l'élaboration des plans.

Congrès CIB, Rotterdam 1959.